

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Europe du Sud-Est

*Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie*

Une publication du SER d'Athènes  
Edition du 23 novembre 2023

### LE CHIFFRE A RETENIR :

**- 23 %**

**La réduction des émissions de gaz à effet de serre par la Bulgarie en 1 an**

**Bulgarie** Premières modifications du projet de budget 2024 avant l'approbation par le Conseil des ministres // Hausse annuelle significative des revenus et des dépenses des ménages au T3 2023 // La Commission européenne a approuvé la proposition bulgare de mise à jour des lignes budgétaires du PNRR // Projet de stratégie de développement énergétique durable // Soutien de 184 M€ aux entreprises bulgares par le fonds d'investissement pour la reconstruction et le développement // Garanties d'Etat pour la construction de l'unité 7 de la centrale de Kozloduy // Réduction de -23,7 % en g. a. des émissions de gaz à effet de serre au second trimestre 2023.

**Chypre** La Commission Européenne a approuvé la version révisée du plan de relance chypriote (PNRR), qui inclut un volet REPowerEU // Lancement officiel du guichet d'information unique pour le commerce de part et d'autre de la Ligne Verte // Hausse de +3,6% sur un an de l'indice des prix à la consommation harmonisés en octobre 2023 // Le ratio de prêts non-performants diminue légèrement en août 2023, atteignant 8,6% // L'indice des prix immobiliers publié par Ask WiRE fait état d'une hausse des prix des appartements résidentiels de +12,2% sur un an au T3 2023.

**Grèce** Projet de loi de finances pour 2024 // La Commission adopte le plan national pour la reprise et la résilience (PNRR) révisé de la Grèce // Exécution budgétaire janvier-octobre 2023 // La vente de la participation dans la Banque nationale de Grèce a été sursouscrite // La Grèce prévoit d'allouer 387 M€ du fonds de relance à des projets touristiques // Hausse annuelle de 18,5% de la valeur ajoutée nette de l'agriculture aux prix de base en 2022 // Premières licences de prospection pour deux parcs éoliens offshore pilotes

**Moldavie** La BERD présente des prévisions pessimistes pour l'économie moldave qui lutte pour sortir d'une spirale négative après une récession de 5 % en 2022.

**Roumanie** La Commission Européenne a adopté une évaluation positive du Plan National de Relance et de Résilience (PNRR) de la Roumanie, révisé à 28,5 Md€ (14,9 Md€ de prêts et 13,6 Md€ de subventions) // La Chambre des députés a adopté lundi 20 novembre 2023 la nouvelle loi sur les retraites // Un cinquième des Roumains vivaient sous le seuil de pauvreté // La croissance économique de la Roumanie devrait ralentir à 2,2% en 2023 // Le ministère de l'Intérieur roumain bénéficiera d'un financement européen du Programme opérationnel des grandes infrastructures 2014-2020 pour renforcer la sécurité routière

# Bulgarie

## Actualités macroéconomiques et financières

### Premières modifications du projet de budget 2024 avant l'approbation par le Conseil des ministres.

Le ministre des Finances Assen Vassilev [a annoncé](#), le 17 novembre dernier, que le projet de budget 2024 serait révisé avant d'être adopté par le Conseil des ministres et soumis à l'Assemblée nationale. Un des changements majeurs convenu entre les partis soutenant le gouvernement est la suppression de la partie recettes de la taxe de 20 BGN/MWh sur le transit de gaz de Gazprom (soit environ 2 Md BGN) parce qu'il n'est pas certain que cette mesure puisse être mise en œuvre. En conséquence, les dépenses en capital seront réduites du même montant, d'environ 12 Md BGN à 10 Md BGN. Seront également élaborées des listes de projets prioritaires nationaux et municipaux à financer par le budget. Selon le ministre des Finances, il convient de systématiser les projets prioritaires nationaux et de les présenter dans le budget. Il s'agit de projets pour la construction d'autoroutes et de lignes ferroviaires, pour l'achat de nouveaux trains et d'hélicoptères médicaux.

### Hausse annuelle significative des revenus et des dépenses des ménages au T3 2023.

Selon [les données](#) de l'Institut national statistique, le revenu total trimestriel par personne d'un ménage au troisième trimestre 2023 s'est élevé à 1 469,5 €, soit une hausse de 22,5 % par rapport au même trimestre 2022. Les dépenses totales trimestrielles par personne du ménage au troisième trimestre 2023 se sont établies à 1 387,6 €, en hausse de 21,2 % par rapport à la même période de l'année précédente. La consommation de la plupart des produits alimentaires de base par personne d'un ménage a diminué au troisième trimestre 2023 par rapport au T3 2022. La consommation de légumes a baissé de 26,1 kg à 24,9 kg, celle de pain et de pâtes est passée de 18,6 kg à 18,0 kg et celle de fruits de 19,1 kg à 18,7 kg.

### La Commission européenne a approuvé la proposition bulgare de mise à jour des lignes budgétaires du PNRR.

Le ministère des Finances [a informé](#), le 21 novembre dernier, de l'approbation par la Commission européenne des modifications de lignes budgétaires de certains investissements dans le cadre du PNRR. Les changements reflètent la réduction de 600 M€ des subventions destinées au pays mais également le risque de perte de fonds en raison de l'impossibilité de mettre en œuvre certains projets pendant la période d'éligibilité, d'ici août 2026. Les changements comprennent par exemple une réduction de 209 M€ du projet d'infrastructure nationale de stockage d'électricité issue de sources renouvelables, une baisse de 80,5 M€ du projet de modernisation des hôpitaux et de 43,5 M€ du projet de soutien à la rénovation du parc immobilier, etc. Six investissements sont retirés du PNRR, dont le projet de numérisation dans le transport ferroviaire et ERTMS (105,3 M€). La présente procédure s'inscrit dans le cadre de l'art. 18, paragraphe 2 du Règlement (UE) 2021/241 et n'autorise pas de changements au niveau des réformes du PNRR mais uniquement des lignes budgétaires. Le ministère des Finances note que la Bulgarie poursuit les travaux de renégociation du PNRR en lien avec des circonstances objectives au sens de l'art. 21 du Règlement (UE) 2021/241 et conformément aux décisions de l'Assemblée nationale. Le Conseil de l'UE n'a pas encore examiné le plan approuvé par la CE et il devrait être officiellement adopté lors de la prochaine réunion des ministres des Finances de l'UE.

## Actualités sectorielles

**Projet de stratégie de développement énergétique durable.** Le ministère de l'Énergie a organisé [une discussion](#) réunissant des représentants du gouvernement, des entreprises, des syndicats et des ONG autour du [projet de stratégie de développement énergétique durable](#) à l'horizon 2050. Les objectifs stratégiques du document sont la sécurité des approvisionnements énergétiques, l'utilisation durable des ressources locales, l'efficacité énergétique, la libéralisation du marché de l'énergie et les nouvelles technologies. Le document prévoit des mesures en soutien à l'électrification de l'industrie, du transport et des ménages. Les instruments financiers pour la réalisation de ces mesures sont le Fonds pour une transition juste, le Fonds pour la modernisation, le Fonds de cohésion, le Fonds européen de développement régional, le Plan national pour la relance et la résilience, RePowerEU et le Fonds social pour le climat. D'après le Vice-ministre de l'Énergie, Krassimir Nenov, il est nécessaire de synchroniser le projet de stratégie avec le Plan énergie-climat de la Bulgarie qui devrait être actualisé d'ici juin 2024.

**Soutien de 184 M€ aux entreprises bulgares par le fonds d'investissement pour la reconstruction et le développement.** La ministre des Innovations et de la croissance Milena Stoycheva a présenté [le 21 novembre](#) le nouveau fonds d'investissement pour la reconstruction et le développement créé par Fonds européen d'investissement (FEI) et le gouvernement bulgare en vue de permettre aux entreprises bulgares d'avoir accès à des financements à hauteur 184 M€ (360 M BGN) du FEI sous forme d'investissements en capital visant à soutenir la croissance, l'innovation et les infrastructures numériques des entreprises.

**Garanties d'Etat pour la construction de l'unité 7 de la centrale de Kozloduy.** Le ministre de l'Énergie, Rumen Radev, a annoncé que des garanties d'Etat à hauteur de 1,5 Md€ (3 Md BGN) sont prévus dans le [projet de budget 2024](#) pour le financement du projet de construction de l'unité 7 de la centrale nucléaire de Kozloduy.

**Réduction de -23,7 % en g. a. des émissions de gaz à effet de serre au second trimestre 2023.** D'après [Eurostat](#), la Bulgarie est l'Etat-membre de l'UE qui enregistre, au deuxième trimestre 2023, la baisse la plus importante des émissions de gaz effet de serre: -23,7 % en g. a. (à 10,7 millions de tonnes équivalent CO2), contre une baisse moyenne pour l'UE de -5,3 % en g. a.

## Chypre

### Actualités macroéconomiques et financières

**La Commission Européenne a approuvé la version révisée du plan de relance chypriote (PNRR), qui inclut un volet REPowerEU.** Déposé officiellement pour validation [début septembre](#), le plan révisé disposera d'une enveloppe de 1,22 Md€\*, dont 1,02 Md€ sous forme de subventions et 200 M€ sous forme de prêts. Il prévoit notamment l'intégration, à travers le chapitre REPowerEU, de 2 nouvelles réformes et le renforcement de 5 mesures d'investissement favorisant la transition énergétique et la fin de la dépendance aux produits énergétiques russes. Au-delà de ce chapitre, [Chypre a également apporté des modifications au plan initial](#) en raison de la forte inflation et des perturbations des chaînes d'approvisionnement enregistrées ces deux dernières années, qui ont rendu certains projets économiques obsolètes. Ces modifications concernent 28 réformes et 50 investissements. La part

des fonds fléchés vers la transition énergétique sera portée à 45 % des fonds prévus au titre du plan (contre 41 % précédemment), et à 24,6 % pour la transition digitale (contre 23 % dans le plan initial). En termes de calendrier, le Conseil Européen dispose désormais d'un délai de quatre semaines pour approuver l'avis de la Commission. En cas de délibération favorable, Chypre, qui a déjà reçu 242 M€ de son plan de relance, recevra 20 % des fonds REPowerEU (soit 10 M€) sous forme de préfinancement. Les versements ultérieurs seront conditionnés à la réalisation des jalons et cibles définis dans le PNRR révisé, étapes qui doivent refléter les progrès accomplis dans la mise en œuvre des investissements et des réformes.

*\*Contre 1,21 Md€ dans le plan initial. La somme finale du plan révisé est proche voire identique à celle du plan initial mais résulte d'un jeu d'équilibre à somme nulle entre la baisse de l'allocation initiale de Chypre (-99 M€ suite à la mise à jour de juin 2022 prenant en compte les performances économiques postpandémiques des Etats membres de l'UE), compensée par l'ajout du chapitre REPowerEU (+52 M€) et de fonds tirés de la réserve d'ajustement du Brexit (+52 M€).*

**Lancement officiel du guichet d'information unique pour le commerce de part et d'autre de la Ligne Verte.** Annoncée en juin par la Commission Européenne, qui soutient financièrement le projet dans le cadre de son programme d'aide à la communauté chypriote turque, cette initiative se concrétise par la mise en place d'un bureau physique qui fournira des informations et une assistance technique aux entreprises et particuliers chypriotes, turcs et grecs, engagés ou désireux de commercer avec l'autre partie de l'île. Le projet dispose en outre du soutien des communautés d'affaires respectives, la Chambre de commerce et d'industrie de Chypre (CCCI) et la Chambre de commerce chypriote turque (TCCC), qui plaident chacun pour le développement du commerce entre les deux parties de l'île. Pour rappel, ce dernier est encadré par le [règlement 866/2004 du Conseil Européen](#), qui définit les conditions de mouvements de personnes et de marchandises du Nord vers le Sud. (N.B : Les échanges de biens de la communauté chypriote turque vers la communauté chypriote grecque ont atteint un record en 2022, à 14,65 M€).

**Hausse de +3,6% sur un an de l'indice des prix à la consommation harmonisés en octobre 2023, après +4,3% en septembre.** Selon CYSTAT, le [rythme de croissance des prix](#) retombe légèrement après avoir accéléré au cours des mois d'août et septembre. L'inflation chypriote est équivalente à l'inflation moyenne des pays membres de l'UE, mais demeure supérieure à celle de la zone euro (+2,9% en octobre). Les services d'hôtellerie-restauration (+6,1% en g.a.) tirent notamment l'indice des prix harmonisés à la hausse, tout comme l'inflation alimentaire hors alcool et tabac (+5,8%). La contribution du poste énergétique est en outre positive, à +4,3% sur un an. En glissement mensuel, l'indice des prix harmonisés se contracte enfin légèrement, à -0,1%.

**Le ratio de prêts non-performants diminue légèrement en août 2023, atteignant 8,6 %.** Au total, [ces NPLs représentent 2,09 Md€ dans le bilan des banques chypriotes](#), contre plus de 24 Md€ au plus fort de la crise en 2014 et 3 Md€ fin 2021. Le crédit aux ménages présente toujours un ratio de créances douteuses plus élevé (11,1%) que celui des entreprises non financières (7,3%). Le taux de provision de ces créances douteuses est enfin en légère hausse, à 52,5%.

## Actualités sectorielles

**L'indice des prix immobiliers publié par Ask WiRE fait état d'une hausse des prix des appartements résidentiels de +12,2 % sur un an au T3 2023.** Selon le [dernier rapport de la fintech chypriote](#), spécialisée dans l'analyse des données du marché immobilier, la hausse serait moindre pour le prix à la vente des maisons (+4,6%). Les loyers ont également connu une forte augmentation,

respectivement à hauteur de +13,3 % pour les appartements et de +9,2 % pour les maisons. Ask WIRE estime en outre que l'évolution des prix immobiliers, qui est orientée à la hausse depuis le T3 2022, semble se stabiliser, sans pour autant montrer de clairs signes d'inflexion. Cette stabilisation du marché résulterait notamment d'un ralentissement de la demande, affectée par l'inflation et la hausse des taux d'intérêts mais aussi par l'instabilité géopolitique régionale - de nombreux acheteurs israéliens et libanais ayant porté le marché ces derniers mois.

## Grèce

### Actualités macroéconomiques et financières

#### L'économie grecque fait preuve de résilience dans un contexte international défavorable, selon le projet de loi de finances 2024,

déposé mardi dernier au Parlement ; le premier après treize ans à être rédigé avec la notation *Investment Grade*. Le taux de croissance de 2023 a été légèrement ajusté par rapport à l'avant-projet de loi de finances 2024 (octobre 2023) pour atteindre 2,4 %, soit à 222,8 Md€ (trois fois le taux de croissance de la zone euro). En outre, si la prévision de +2,9 % (233,8 Md€) pour 2024 est confirmée, le PIB nominal dépassera pour la première fois le niveau de 2010 pour revenir aux niveaux d'avant crise. L'investissement, principal moteur de la croissance, devrait augmenter de 7,1 % cette année, contre 8,3 % dans l'avant-projet, en raison d'une exécution inférieure des dépenses du fonds de relance et de résilience et de leur report à 2024. L'IPCH, légèrement ajusté à la hausse par rapport à l'avant-projet, devrait s'établir à 4,1 % en 2023 (contre 5,6 % pour la zone euro et 6,5 % pour l'UE), avant de décélérer à 2,6 % en 2024. Le chômage, bien qu'il soit le 2<sup>e</sup> plus élevé de l'UE, devrait poursuivre sa trajectoire descendante, passant de 11,2 % en 2023 à 10,6 % en 2024. Le coût budgétaire des mesures prises en 2023 s'élève à 2,14 Md€, tandis que celui de 2024 devrait atteindre 2,56 Md€. Les recettes nettes sont estimées à 65,20 Md€, en hausse de 5,8 % par rapport à 2022, et devraient atteindre 68,38 Md€ en 2024. En outre, des fonds à hauteur de 12,17 Md€ seront injectés dans l'économie grecque à travers le Programme d'investissement public (8,55 Md€) et le FRR (3,62 Md€) d'ici 2024. Les dépenses totales pour 2023 sont estimées à 72,87 Md€, en hausse de 3,9 % sur un an et de 2,93 Md€ par rapport à l'objectif de la loi de finances 2023, en raison des mesures prises pour faire face à la crise énergétique, les catastrophes naturelles et couvrir les besoins financiers des procédures électorales. En 2024, elles devraient s'élever à 74,63 Md€. Par ailleurs, en 2024 sur le plan social entreront en vigueur des mesures, dotées d'un budget de 2,55 Md€ visant à augmenter le revenu des consommateurs, telles que : l'augmentation des salaires des fonctionnaires, du plafond du revenu non imposable pour les familles avec enfants, des pensions, etc. En outre, le secteur de la santé devrait être renforcé avec une augmentation des subventions aux hôpitaux d'environ 20%, tandis qu'il doit y également avoir une augmentation des dépenses dans l'éducation. Dans le même temps, le projet de loi anti évasion fiscale, actuellement en consultation publique, devient une priorité pour le gouvernement. La Grèce n'a pas l'intention de s'écarter de ses objectifs budgétaires, le fait que le pays reste dans les limites des estimations fixées dans le Programme de stabilité renforçant sa crédibilité auprès de la communauté internationale et des agences de notation. L'excédent primaire pour 2023 est estimé à 2,555 Md€, soit 1,1 % du PIB (contre 261 M€ en 2022), et le déficit public devrait décélérer pour atteindre 4,784 Md€, soit 2,1 % du PIB. En 2024, l'excédent primaire devrait doubler pour atteindre 4,991 Md€ (2,1% du PIB), tandis que le déficit public devrait diminuer pour atteindre 2,486 Md€ (1,1% du PIB). La dette publique devrait également poursuivre sa trajectoire baissière, passant de 160,3 % du PIB en 2023 à 152,3 % en 2024. Enfin, pour la première fois, la dimension

environnementale des programmes des ministères est présentée dans le projet de loi de finances.

**[La Commission européenne a émis une évaluation positive du PNRR grec révisé, dont le budget s'élève désormais à 36 Md€](#)** contre 30,5 Md€ auparavant, soit 18 Md€ de subventions et 18 Md€ de prêts. Le PNRR révisé comprend dorénavant 76 réformes et 103 investissements. La mise à jour du plan national comprend notamment : i) un nouveau paquet de 4 investissements et 7 réformes au titre du REPowerEU, doté d'un financement européen de 795 M€, incluant : des projets d'efficacité énergétique destinés aux ménages, aux entreprises et à l'État ainsi que les systèmes de stockage d'énergies ; la production de biométhane et d'hydrogène vert ainsi que les technologies de captage et de stockage du CO2 en cours de développement à travers des projets pilotes et des réformes qui définissent le cadre d'autorisation et d'exploitation ; des réformes REPowerEU sur l'optimisation de l'utilisation de l'espace terrestre et marin pour le développement des SER et l'augmentation de la capacité du réseau et de stockage d'énergie ; ii) une demande de prêts supplémentaires de 5 Md€, destinés exclusivement à l'économie privée. Pour rappel, fin octobre, 546 projets d'investissement étaient enregistrés pour 20 Md€, dont plus de 60% provenaient des PME ; iii) la réorientation de ressources (686 M€) vers des projets de réhabilitation à la suite des catastrophes naturelles (Thessalie, Evros, Rhodope) et la prévention des catastrophes naturelles (programme de déboisement, ouverture de routes forestières et de zones anti-inondation, programme antisismique pour les bâtiments publics). L'approbation finale du PNRR grec révisé fera l'objet des prochaines réunions du Conseil ECOFIN.

**[Exécution budgétaire janvier-octobre 2023](#)** (données provisoires) : le déficit budgétaire s'est élevé à 0,477 Md€, contre un objectif de déficit de 3,484 Md€ prévu au titre de la loi de finances 2023 et un déficit de 4,770 Md€ enregistré sur la même période 2022. Un excédent primaire de 6,084 Md€ est constaté, contre un objectif d'excédent primaire de 1,746 Md€ et un excédent de 0,35 Md€ sur la même période 2022. Les recettes nettes du budget de l'État se sont élevées à 53,929 Md€, en hausse de 0,867 Md€, par rapport aux estimations de la loi de finances 2023, en dépit de la non-perception de i) 1,496 Md€ au titre de la concession du droit d'usage et d'exploitation de l'autoroute Egnatia, prévue pour juin et ii) la troisième tranche de 1,718 Md€ des fonds du plan de relance européen, initialement prévue pour septembre. Les recettes fiscales se sont élevées à 50,821 Md€, en hausse de 3,921 Md€ (+ 8,4 %) par rapport à l'objectif figurant dans l'exposé des motifs du budget 2023. Les recettes du budget d'investissement public se sont élevées à 2,808 Md€, en baisse de 0,881 Md€ par rapport à l'objectif (3,690 Md€). Les dépenses atteignent 54,406 Md€, en baisse de 2,140 Md€ par rapport à l'objectif, mais en hausse de 0,767 Md€ par rapport à la même période 2022, principalement en raison de l'augmentation des intérêts de la dette (2,132 Md€). ([Ministère grec des Finances](#))

**[Vente d'une participation de 22 % du Fonds hellénique de stabilité financière HFSF dans la Banque nationale de Grèce \(NBG\) au prix de 5,30 euros par action.](#)** L'opération a suscité un vif intérêt de la part des investisseurs en Grèce et à l'étranger, la vente étant sursouscrite de plus de huit fois (2,9 fois en Grèce et 8,9 fois à l'étranger). Dans l'offre grecque, l'intérêt a été également réparti entre investisseurs institutionnels et particuliers, tandis que plus des deux tiers de l'offre internationale ont été couverts par des fonds long terme. 61 % des actions offertes ont été allouées à des investisseurs européens, 33 % à des investisseurs américains et les 6 % restants à des investisseurs d'autres pays. ([Fonds hellénique de stabilité financière](#))

**La Grèce prévoit d'allouer 387 M€ du fonds de relance à des projets touristiques.** A l'occasion d'une conférence de presse portant sur le volet touristique du plan Greece 2.0, la ministre du tourisme Olga Kefalogianni a présenté les différents projets de développement du secteur. Ces derniers, organisés au sein de 4 piliers, devront permettre d'améliorer la soutenabilité, la compétitivité et la promotion du modèle touristique grec. Dans le détail, 321 M€ seront alloués au développement des infrastructures touristiques (Pilier 1: stations de ski, refuges de montagne, accessibilité des plages, modernisation des ports,...). La Ministre a indiqué que les bénéficiaires potentiels intéressés (entités privées, municipalités, autorités régionales,...) peuvent dès à présent manifester leur intérêt via [la section développement du site du ministère du tourisme](#). Pour chaque catégorie, des échéances pour la soumission des offres sont indiquées, tandis que les projets d'investissement seront sélectionnés sur la base du principe « premier arrivé-premier servi ». En outre, 45 M€ sont prévus pour l'éducation des travailleurs du secteur (Pilier 2), ainsi que 10 M€ pour la digitalisation du registre des entreprises touristiques et des autres services du Ministère (Pilier 3). Enfin, 10 M€ seront aussi alloués à la digitalisation de l'Organisation Nationale Grecque du Tourisme (GNTO, Pilier 4).

**Hausse annuelle de 18,5% de la valeur ajoutée nette de l'agriculture qui a atteint 5,5 Md€, soit le niveau le plus élevé depuis 2005.** Selon les données des comptes économiques agricoles d'Elstat, le revenu des facteurs de production agricoles en 2022 s'est élevé à 7,7 Md€, en hausse de +17,6% par rapport à 2021, tandis que le revenu net de l'activité du secteur s'est élevé à 6,3 Md€, en hausse de +19,8% par rapport à 2021. ([ELSTAT](#))

**La Société hellénique de gestion des hydrocarbures et des ressources énergétiques HEREMA annonce avoir attribué les premières licences de prospection pour deux parcs éoliens offshore pilotes.** Les licences couvrent la zone marine le long de la côte d'Evros et au Nord-Est de Samothrace et prévoient une capacité totale de 600 MW. Les deux projets pilotes seront gérés par deux filiales des groupes grecs Terna Energy et Copelouzos group, « Aioliki Provata Traianoupoleos SA » (licence de recherche de 3 ans pour 400MW) et « Thrakiki Aioliki » SA (licence de recherche de 3 ans pour 200 MW) respectivement. Selon les autorités grecques, le développement des parcs éoliens offshore contribuera à assurer l'autonomie énergétique de la Grèce et atteindre l'objectif ambitieux de 12 GW d'ici 2040-2045, faisant de la Grèce un pays exportateur d'énergie renouvelable.

## Moldavie

### Actualités macroéconomiques et financières

**La BERD présente des prévisions pessimistes pour l'économie moldave qui lutte pour sortir d'une spirale négative après une récession de 5% en 2022.** Malgré les réformes structurelles accélérées depuis que la Moldavie a reçu le statut de pays candidat à l'Union européenne en juin 2022, des défis majeurs persistent. La BERD note que la Moldavie a réalisé des progrès significatifs dans l'amélioration des capacités administratives et institutionnelles, la réforme de l'administration publique et du système judiciaire pour réduire la corruption. Néanmoins, l'économie moldave reste parmi les plus affectées par le conflit en Ukraine. Les pressions budgétaires se sont accrues, entraînant une augmentation des dépenses pour les salaires, les pensions, le soutien aux plus vulnérables, et l'aide aux réfugiés ukrainiens. La BERD prévoit une stagnation de

l'économie en 2023, suivie d'une croissance modeste en 2024, grâce aux progrès en matière de résilience énergétique et d'augmentation des revenus réels.

# Roumanie

## Actualités macroéconomiques et financières

[La Commission Européenne a adopté une évaluation positive du Plan National de Relance et de Résilience \(PNRR\) de la Roumanie, révisé à 28,5 milliards d'euros \(14,9 Md€ de prêts et 13,6 Md€ de subventions\).](#) Le PNRR qui intègre désormais un chapitre REPowerEU et comporte 56 modifications, réduit la part des subventions européennes afin de refléter les bons résultats économiques de la Roumanie en 2020-2021. REPowerEU, doté de 1,4 Md€, se concentre sur la transition énergétique en augmentant la part des fonds pour les objectifs climatiques de 41 % à 44,1 % et sur la transition numérique de 20,5 % à 21,8 %. Par ailleurs le plafond de 9,4 % du PIB pour les dépenses de retraite a été supprimé. Le PNRR révisé devrait être approuvé fin décembre lors de la réunion des ministres européens des Finances.

[La Chambre des députés a adopté lundi 20 novembre 2023 la nouvelle loi sur les retraites,](#) qui impactera près de 4,8 M de Roumains. La loi prévoit une augmentation de 13,8 % du point de pension dès janvier 2024, suivie d'une seconde hausse en septembre 2024. Le projet soulève des interrogations dans la presse quant à son impact budgétaire, estimé à 2 % du PIB. Il établit un droit à la pension à partir de 15 ans de cotisations et vise une uniformisation progressive de l'âge de départ à la retraite pour les femmes et les hommes à 65 ans d'ici 2035. La loi introduit également des conditions spéciales pour le personnel des centrales thermiques à charbon et impose la production régulière d'un certificat de vie pour les retraités de la diaspora.

[selon l'INS, un cinquième des Roumains \(21,2 %, soit plus de 4 millions de personnes\) vivaient sous le seuil de pauvreté \(fixé à 275 euros par mois\) en 2022.](#) Sans aides sociales, près de 45 % des Roumains seraient tombés sous ce seuil et la situation aurait été particulièrement critique pour 85% des personnes âgées. Les catégories les plus vulnérables sont les enfants, les jeunes de moins de 24 ans, les familles nombreuses et les femmes peu diplômées. Le risque de pauvreté est le plus élevé dans le sud-est du pays (46,9 %), et le plus faible à Bucarest (moins de 20 %). En 2022, 24,3 % des Roumains ont souffert de privation matérielle et sociale sévère, et 34,4 % étaient exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale.

[La croissance économique de la Roumanie devrait ralentir pour atteindre 2,2 % en 2023, selon les prévisions de la Commission européenne,](#) en baisse par rapport aux 3,2 % prévus initialement, en raison de l'inflation élevée, des conditions financières plus strictes et d'une demande extérieure réduite. La croissance devrait progresser à 3,1 % en 2024 et 3,4 % en 2025, portée par l'investissement. Le déficit public est attendu à hauteur de 6,3 % du PIB en 2023, et devrait diminuer progressivement pour atteindre 5,1 % en 2025. Le ratio dette / PIB devrait dépasser 50 % à horizon 2025. L'inflation devrait légèrement baisser à 9,8 % en 2023 et atteindre 5,9 % en 2024. Le marché du travail reste tendu avec un taux de chômage faible et une forte croissance des salaires nominaux prévue en 2023 et 2024.

## Actualités sectorielles

[Le ministère de l'Intérieur roumain bénéficiera d'un financement européen du Programme opérationnel des grandes infrastructures 2014-2020 pour renforcer la sécurité routière.](#) Avec un budget de plus de 456 MRON (91 M€), dont 280 MRON (56 M€ de fonds européens, le ministère achètera des véhicules, des hélicoptères, des équipements de dépistage de substances psychoactives, des éthylotests, divers équipements de communication et informatiques. Ce projet vise à améliorer la sécurité sur les routes en renforçant les capacités de la police roumaine en prévention, intervention, surveillance et gestion du trafic.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : [athenes@dgtresor.gouv.fr](mailto:athenes@dgtresor.gouv.fr)